



# REPÈRES

d'histoire sociale en Midi-Pyrénées

Bulletin trimestriel de l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale de Midi-Pyrénées

n° 64

janvier 2022



## 60<sup>e</sup> anniversaire des Accords d'Evian La CGT dans le combat pacifiste et anticolonialiste

...Témoignages...



**irhs Midi-Pyrénées**

7, place du Fer à Cheval - 31300 TOULOUSE  
Tél. : 05 61 23 35 77  
Email : irhs.mp@orange.fr - Web : irhs-midi-pyrenees.com

Prix : 5 €

Directeur de publication : Alain Raynal  
Mise en page : Comité Régional CGT Midi-Pyrénées  
Impression : Comité Régional CGT Midi-Pyrénées  
Numéro CPPAP : 0423 G 93025

Jeunes manifestants contre la guerre.  
(Crédit : Droits réservés. Mémoires d'Humanité /  
Archives départementales de la Seine-Saint-Denis)

# → Sommaire

**Edito** ..... page 3

## 60 ans après la guerre en Algérie

M.Veyssière : « Mon soutien au peuple algérien » ..... page 4

G. Lagier : D'une carrière militaire au pacifisme... ..... page 6

Ces viols restés impunis... ..... page 7

## Syndicalisme et Services publics

L'ex centre de télécommunication du Vernet (31)  
« Ces anciens anges gardiens de la mer » ..... page 8

## La SAM à Viviez-Decazeville

Les mauvais coups contre  
une épopée industrielle et sociale ..... page 10

## Rencontres Régionales Travail Cinéma

Compte-rendu de la journée du 3 décembre ..... page 11

## Anniversaire

De l'usine à l'espace culturel et citoyen :  
un JOB de 20 ans ..... page 13

## La vie des Instituts

Les IDHS et l'IRHS CGT travaillent en réseau ..... page 14

## Bulletin d'adhésion 2021

Institut Régional CGT d'histoire sociale Midi-Pyrénées

### Adhésion individuelle

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Adresse mail : .....@.....

### Adhésion collective (Syndicats, Collectivités, Organisations...)

Organisation .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Adresse mail : .....@.....

J'adhère à l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées  
et je m'abonne à la revue trimestrielle de l'Institut Régional  
(prix de l'abonnement compris dans la cotisation)

Individuel .....27 €      Soutien\* .....50 € (ou plus)  
Collectif .....55 €      Soutien\* .....100 € (ou plus)

Je m'abonne seulement à la revue trimestrielle de l'Institut Régional: 15 €

Je m'abonne au cahiers de l'Institut National: 18 €  
(à rajouter au tarif d'adhésion Individuel ou Collectif sans soutien  
ou à l'abonnement seul au bulletin trimestriel de l'Institut Régional)

Renvoyer ce bulletin à :

Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées  
7, place du Fer à Cheval • 31300 TOULOUSE  
Accompagné du règlement (annuel) à l'ordre de :  
IRHS-CGT Midi-Pyrénées

ipeca.fr

## IPECA, LA PROTECTION SOCIALE DES PROFESSIONNELS DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'AÉROSPATIAL CIVIL ET MILITAIRE.

IPECA œuvre, depuis plus de 70 ans, pour  
le bien-être de la communauté de l'aéronautique  
et de l'aérospatial civil et militaire.

Elle protège les femmes et les hommes de ce secteur  
dans tous les domaines de la protection sociale  
complémentaire, **collective ou individuelle**,  
en **santé** comme en **prévoyance**.

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ / GARANTIE DÉCÈS / SURCOMPLÉMENTAIRE SANTÉ

Pour en savoir plus : **0 810 510 510** Service 0,05 € / appel  
+ prix appel

IPECA PRÉVOYANCE - 5 rue Paul Barruel - 75740 Paris cedex 15  
Institution de Prévoyance régie par le titre III du livre IX du code de la Sécurité sociale relevant de l'Autorité de  
Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris cedex 09.

**IPECA**  
UNE VIE À VOUS PROTÉGER

## → Sans archives, pas d'histoire !

“ **O**n peut ajouter : sans histoire, difficile d'envisager l'avenir !

Alors que sera commémoré le 19 mars prochain le sixantième anniversaire des accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie, le ministère de la Culture a annoncé en décembre dernier l'ouverture avec quinze ans d'avance des archives sur les enquêtes judiciaires de police et de gendarmerie en rapport avec la guerre d'Algérie. Préconisée par l'historien Benjamin Stora dans son rapport au président de la République visant à « réconcilier les mémoires » entre la France et l'Algérie, cette avancée permettra de mieux étudier et de regarder l'histoire en face, celle de décennies de colonialisme, d'années de guerre et de drames vécus des deux côtés de la Méditerranée.

Nous devons cette décision aux mobilisations des historiens, des familles, des élu-e-s.

L'accès libre aux archives et la liberté des historiens de poursuivre sans entrave leurs travaux d'étude et de recherche doivent être garantis.

« *L'histoire ne fournit pas de recettes pour l'avenir, elle ne livre pas de leçons parce qu'elle ne se répète pas, parce que l'expérience d'hier ne saurait se substituer à ce qu'il convient de construire aujourd'hui. En revanche elle éclaire les enjeux du présent, elle contribue à façonner une culture de l'analyse, un sens de la décision opportune* », souligne René Mouriaux<sup>1</sup>.

Ce qui est valable pour les événements marquants de l'histoire nationale, l'est tout autant pour l'histoire sociale et syndicale, et donc pour la conscience et l'élargissement du champ d'action des actrices et des acteurs dans le monde du travail.

A partir de leur vécu, de leurs luttes, de leurs contributions au mouvement d'émancipation des salariés, les militants syndicaux actifs et retraités doivent s'attacher à la sauvegarde de leurs archives sous toutes leurs formes, papiers et numériques. Personne ne pourra le faire à leur place. Une organisation qui ne conserve pas ses archives est vouée à l'amnésie.

Cette responsabilité des organisations syndicales est d'autant plus utile que l'histoire sociale reste le parent pauvre des études universitaires et historiques.

La conservation et la consultation des archives, leur mise à disposition des militants, des étudiants, des chercheurs figurent parmi les missions prioritaires assignées à l'Institut national d'histoire sociale depuis sa création en 1982 ainsi qu'aux différents instituts départementaux et professionnels. Chaque année, sont organisés par l'IHS national des stages de sensibilisation et de gestion aux archives<sup>2</sup>. Ces stages, ouverts aux militant-e-s, s'inscrivent dans le plan de formation confédéral de la CGT.

Avec la généralisation du numérique et d'outils informatiques toujours plus performants, les efforts vont se poursuivre en 2022 en direction de toutes les organisations CGT pour les inciter à conserver et classer les archives électroniques sous leurs diverses formes et supports.

Une tâche avant tout collective.

Alain Raynal

1- « *L'histoire, un combat syndical* » par René Mouriaux, docteur d'Etat en Science politique. Document édité par l'IHS-CGT (décembre 2008)

2- Informations, documents et conseils à retrouver sur le site : [www.ihs.cgt.fr](http://www.ihs.cgt.fr)

Retrouvez ce numéro de Repères ainsi que les précédents numéros  
en téléchargement sur notre site :

[www.irhs-midi-pyrenees.com](http://www.irhs-midi-pyrenees.com)

Il y aura 60 ans, le 19 mars prochain, étaient officialisés les accords d'Évian qui mettaient fin à huit ans de guerre en Algérie. Le bilan fut terrible : victimes civiles et militaires se comptant par centaines de milliers, massacres, tortures, manifestations violemment réprimées en Algérie et en France...

Dès le début de la guerre, la CGT a pris position et contribué activement aux mobilisations pour la paix et pour le droit à l'indépendance du peuple algérien. De nombreux jeunes se sont lancés dans le combat syndical à ce moment là. Beaucoup de soldats appelés du contingent sont revenus profondément traumatisés. Nous proposons de recueillir en cette année commémorative des témoignages de jeunes soldats de retour de guerre et de militants engagés contre la politique coloniale de la France. Nous en publions dans « Repères » puis sur le site [www.irhs-midi-pyrenees.com](http://www.irhs-midi-pyrenees.com). Dans ce numéro, la parole à deux anciens syndicalistes des PTT, Michel Veyssière et Georges Lagier.

## → Michel Veyssière :

### « Mon soutien au peuple algérien »

C'est en 1956 que Michel Veyssière, alors âgé de 19 ans, quitte la commune de Lalinde et sa Dordogne natale pour « monter » à Paris. Provisoirement affecté à la Poste de « Bonne Nouvelle » sur les grands boulevards, il quitte ce travail quelques mois plus tard, en octobre 1957, pour rejoindre le contingent en Algérie.

Après 28 mois d'armée en Algérie, il réintègre son travail à Paris en mars 1960. Il est muté à Toulouse en avril 1964 où il poursuit aux PTT toute sa carrière professionnelle jusqu'à la retraite.

Michel Veyssière n'a eu de cesse de militer au syndicat CGT des PTT avec des responsabilités départementales, régionales, puis à la Commission exécutive nationale. Élu communiste au Conseil régional de Midi-Pyrénées de 1986 à 1998, il devient maire d'Aulus-les-Bains (Ariège) en 2008 et reconduit jusqu'en 2020.

Tout jeune, il accumule de solides convictions pacifistes et anticolonialistes grâce à son père, ancien combattant de la guerre du Rif en 1925.

Dans un long et passionnant document, fort bien documenté, Michel Veyssière témoigne comme soldat et comme militant de ses engagements contre la guerre d'Algérie et pour le droit à l'indépendance du peuple algérien.

Nous n'en reproduisons ci-dessous que quelques courts extraits.

(Document complet à retrouver sur le site internet de l'IRHS).

#### La trahison.

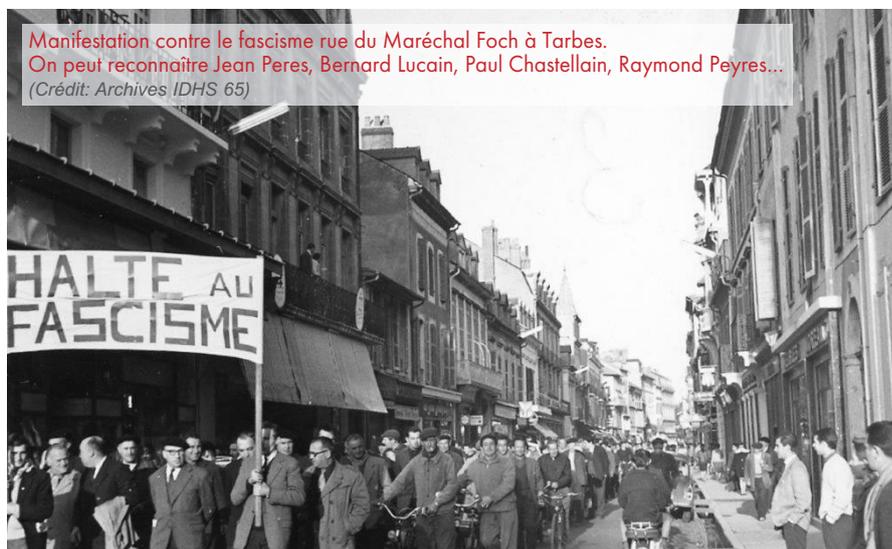
Alors que Guy Mollet avait obtenu en 1956 « les pleins pouvoirs » pour faire la paix et bâtir une solution négociée.

*« Les jeunes comme moi croyaient dur comme fer que la guerre serait stoppée. Or, nous avons eu droit à une guerre caractérisée par des pratiques indignes de l'armée d'un pays comme la France ».*

#### Première manif

Septembre 1957, quelques semaines avant son départ pour l'Algérie début octobre, Michel Veyssière participe à sa première manif.

*« Fernand Gabaud un militant de la CGT distribue un appel à manifester le soir même, gare de Lyon à Paris, pour protester contre le départ d'un train d'« appelés et rappelés du contingent » à destination de Marseille pour l'Algérie. Nous nous y rendons avec une douzaine de collègues du bureau et du central téléphonique. Les CRS évacuent très violemment la voie à coups de matraque, traînant des manifestants qui s'y étaient*



couchés sur des dizaines de mètres, et ce dans le vacarme du signal d'alarme actionné par les occupants du train. J'étais impressionné par cette action, par ses centaines de participantes et participants, et son déroulement... »

## Les Arabo-Berbères méprisés.

« Les militaires de carrière étaient de fervents adeptes de la tradition coloniale et de l'Algérie Française. Ce fut le même constat pendant mes 28 mois en Algérie. Anciens d'Indochine pour la plupart, ils estimaient que les Arabo-Berbères algériens, du plus jeune au plus vieux, étaient acquis aux arguments indépendantistes du FLN comme l'avaient été les Vietnamiens avec le Vietminh. En conséquence nos instructeurs militaires affirmaient qu'à minima tous les Arabo-Berbères étaient des Fellaghas potentiels, donc nos ennemis... Or, cela contredisait complètement la propagande officielle diffusée en Métropole qui affirmait que l'armée française en Algérie combattait une minorité terroriste voulant imposer l'indépendance... »

## La découverte d'un centre de « regroupement ».

« Nous l'avons vécu près de Blida. Y étaient entassés les algériens survivants de douars détruits, ou déplacés car soupçonnés de connivences avec les Fellaghas.

Dans un espace surveillé étaient alignées des tentes « Marabout » et des vieillards, des femmes et des enfants étaient accroupis sous des arbres rachitiques, quelques volailles et moutons autour d'eux... En 1959, officiellement 50 % de la population rurale Algérienne se trouvait en « centres de regroupement ».



## Un « ratissage ».

« Une nuit entre deux factions de garde, nous étions trois allongés côte à côte: Zoladz, jeune mineur d'origine polonaise, un camarade breton et moi. Le Breton s'est mis à parler. Il s'adressait à Zoladz et j'écoutais. Le Breton, mutique jusque là, ne pouvait plus garder pour lui la douleur d'un premier « ratissage » dans un douar bombardé où plus rien de vivant ne restait. « J'ai entendu gémir sous les décombres, disait-il, avec les copains on a trouvé un petit gosse de 4 ou 5 ans... Tu te rends compte, un gosse... On s'est dit qu'on pourrait peut-être le garder comme mascotte ». Silence. « Mais le capitaine est arrivé, il nous a repoussé et lui a mis une balle dans la tête ». Silence... « ça en fera un de moins a dit le capitaine »... J'étais pétrifié. Le copain breton a longuement sangloté. Nous sommes restés sans voix pendant trois heures.

Ce cri de douleur qu'était la confession du breton à son copain, ne m'a jamais quitté ».

## Mes engagements militants.

« De ma libération début 60 jusqu'à la fin 61, mes engagements furent très influencés par des actions de solidarité directe avec le FLN plutôt que par l'action collective dont je n'étais pas encore capable de comprendre l'efficacité.

Je remets tout d'abord mon adhésion en 1960 à la CGT très liée à l'UGTA (Union Générale des Travailleurs d'Algérie) réprimée par l'Armée Française. Plus précisément au Syndicat des Postaux de la Seine, rue Turbigo. Nous créons avec mes camarades Jacques Laffait et Chauchard la première section syndicale de la « Brigade roulante de la Seine ».

Puis, au plan politique j'ai découvert qu'un nouveau parti, le PSU (Parti

Socialiste unifié) soutient l'indépendance de l'Algérie. Je m'y suis inscrit. J'ai rapidement côtoyé des gens de tous âges, intellectuels, ouvriers, employés, tous rebutés par la trahison de la SFIO sur les questions touchant à la décolonisation. J'ai apprécié chez ces gens sincérité, générosité, besoin de fraternité et d'engagements pour les Algériens et contre l'OAS, qui m'ont fait beaucoup de bien... Hors les affichages et les distributions de tracts, j'ai été sollicité comme je l'espérais pour des tâches plus délicates. C'est ainsi que pendant 18 mois j'ai compensé la défection de « porteurs de valises » emprisonnés, pour le compte de la Fédération de France du FLN. Il s'agissait principalement de transport de tracts, par exemple pour la manif du 17 octobre 1961 à Paris, et d'argent. Risques certes, mais moindres que planquer des clandestins, ou de les transporter, parfois jusqu'en Belgique ou Allemagne, comme l'ont fait des camarades. »

## Souvenir de Charonne.

« A l'appel des syndicats, des PCF et PSU, le 8 février 1962 à 18 heures nous quittons le travail avec des collègues comme des dizaines de milliers de Parisiens et banlieusards, pour la place de la Bastille pour que soient mis hors d'état de nuire des criminels de l'OAS et leurs complices. Nous nous sommes retrouvés boulevard Voltaire, et après la jonction avec les manifestants de la rue Charonne, au moment de la dislocation les policiers attaquèrent les manifestants avec une brutalité inouïe. Les blessés jonchaient la chaussée, un copain du bureau eut le bras brisé, nous avons réussi à nous échapper par le boulevard de Beaumarchais. Le lendemain, les Français apprenaient que huit manifestants avaient été tués au métro Charonne, qu'un neuvième n'avait pas survécu à ses blessures et que des centaines avaient été admis dans les hôpitaux. »

## → Georges Lagier : D'une carrière militaire au pacifisme...

Georges Lagier naît le 29 mars 1936 à Sidi Bel Abbès où son père occupe un poste d'employé de bureau. Bac en poche, vingt ans, à Constantine, le jeune homme pris dans l'ambiance de l'époque qui flatte « les intérêts, les apports positifs et les valeurs » d'alors de la France, rêve d'accéder à l'Ecole militaire de Saint-Cyr Coëtquidan dans le Morbihan. Mission accomplie en 1958 où après deux ans de formation il en sort sous-lieutenant dans une promotion qui compte pas mal de fils d'aristocrates. Une année supplémentaire en formation militaire à l'Ecole des transmissions de Montargis. Affecté en juillet 1961 à la 69<sup>e</sup> Compagnie des transmissions de Sétif, son capitaine le désigne pour

siéger à la session du Tribunal Permanent des Forces Armées à Sétif (TPFA). C'est là, qu'entre autres procès, est jugé le viol d'une jeune algérienne par un sergent de l'armée française (lire ci-après le témoignage de Georges Lagier). L'acquittement du sergent à l'issue « des énormes manipulations de la part du juge » fonctionne comme un coup de tonnerre salvateur dans la conscience du jeune militaire.

Le viol impuni de la jeune algérienne et une série de faits révélateurs - la répression préfectorale contre un ami syndicaliste de la famille et le « bourrage » des urnes par les paras pour empêcher cet ami d'être élu ; lui-même mis sous surveillance par l'armée ; les mensonges



Descente militaire dans un village algérien  
(Crédit : Archives IDHS CGT 65)

répétés - l'incitent à s'interroger sur sa place dans l'armée et à comprendre le bien-fondé de la lutte du peuple algérien pour sa liberté et son droit à l'indépendance.

De 1963 à 1966, Georges Lagier est muté sans responsabilités précises à la Division parachutiste de Pau. Puis, retour à l'École d'application des transmissions de Montargis où il s'occupe du secrétariat du commandant. Nouvelle découverte en 1969, un an après les grandes luttes et grèves de 68, il « ouvre » une lettre confidentielle dans laquelle sont notifiés les noms, adresses et lieux de travail des communistes du Loir-et-Cher avec cette mention précisée en rouge : « à arrêter en priorité en cas de troubles intérieurs ». Nouveau coup de sang pour celui qui venait de voter pour Jacques Duclos aux Présidentielles. Il décide alors de transmettre anony-

mement la missive et les noms à Max Nublat élu maire communiste en 1971 de Chalette-sur-Loing. La sécurité militaire mène l'enquête, trouve la machine à écrire... Quelques temps plus tard, la hiérarchie du centre invite le général Massu pour une conférence sur son livre « La bataille d'Alger ». Georges Lagier est le seul officier volontairement absent à cette rencontre.

*« A partir de là, ma carrière n'avait plus de sens dans l'armée, et je n'ai eu de cesse de vouloir la quitter ».*

Il saute alors sur la possibilité qui s'offre à lui d'être détaché hors cadre de l'armée. Il choisit les PTT et une formation d'inspecteur. Affecté à l'Institut national des cadres administratifs de La Poste (INCA) installé aux Minimes à Toulouse, il devient alors formateur et exerce cette fonction à l'INCA jusqu'à sa retraite.

Georges Lagier se syndique à la CGT en février 1976.

*« Cela faisait un bon moment que je comprenais et soutenais la lutte du peuple algérien, j'avais su aussi les engagements et les manifestations de la CGT pour la paix et contre le départ des soldats du contingent à la guerre ».*

Grâce à Jacqueline Bonnefoy, cadre nationale CGT à la Poste, il s'engage activement dans l'activité syndicale et les responsabilités au sein de l'Union Fédérale des Cadres (UFC CGT) et de l'Union départementale de Haute-Garonne. Il représente la CGT au conseil d'administration de l'IUT et au sein du Conseil Economique et Social Régional.

## → Ces viols restés impunis...

**Présent au tribunal lors d'un jugement pour viol en juillet 1961, Georges Lagier témoigne :**

« Jeune sous-lieutenant sortant des écoles j'arrive à la 69<sup>e</sup> Compagnie de Transmissions à Sétif en juillet 1961. Mon capitaine me désigne pour siéger au Tribunal Permanent des Forces Armées.

Lors de cette séance nous devons juger un jeune sergent appelé accusé de viol.

Son lieutenant est parti en patrouille avec la section et a laissé le sergent avec quatre ou cinq appelés pour garder le fort.

Peu de temps après le sergent réunit les cinq appelés et descend à la mechta pour faire un « contrôle d'identité », ce que son lieutenant ne lui avait pas ordonné, il fait sortir tout le monde et retient la jeune fille qui est ramenée au

poste pour faire la cuisine lui a-t-il dit. Seul le sergent a abusé de la fille. C'est la famille inquiète pour la jeune fille qui est allée voir l'Officier SAS pour lui raconter l'enlèvement. C'est l'Officier SAS qui a porté plainte et c'est ainsi que le sergent a eu à répondre de ses actes.

La jeune fille était présente à l'audience. Le juge civil qui l'a interrogée nous a dit :

*« Regardez la (elle était habillée comme une pauvre paysanne algérienne, elle était intimidée et renfermée sur elle même ne sachant pas répondre aux questions). Je la revois encore à la barre.*

*vous croyez sincèrement, lance le juge civil, qu'elle peut inspirer l'envie de la violer ?*

Après délibération du jury fortement manipulé par le juge, le sergent fut

acquitté !!!!

Et j'ai participé à cette parodie de justice à ma plus grande honte y compris en 2021.

Je ne sais plus où le fait divers s'est passé, certainement en Kabylie et à quelle unité appartenait le sergent ?

En consultant les archives du TPFA de Sétif on doit pouvoir retrouver ce que je raconte là.

Bien plus tard à la lecture du livre de Sylvie Thénault : « une drôle de justice, le rôle des magistrats pendant la guerre d'Algérie » me fera comprendre ce que j'ai vécu au TPFA de Sétif.

Oui je porte ce témoignage à votre enquête »<sup>1</sup>.

**Georges Lagier**

<sup>1</sup> - Témoignage écrit pour l'historienne Claire Mauss-Copeaux.

## → L'ex centre de télécommunication du Vernet (Haute-Garonne)

### « Ces anciens anges gardiens de la mer »

Pendant une cinquantaine d'années le centre national de télécommunications longue distance dont le site émetteur était situé au Vernet (Haute-Garonne) et les récepteurs à Saint-Lys (Haute-Garonne) ont fonctionné au service des marins navigant sur tout le globe. Avec le développement des communications numériques, des satellites et malgré une forte mobilisation de quarante quatre jours des personnels et de l'intersyndicale le centre est définitivement fermé en 1998.

Après-guerre, en 1947, le Président Vincent Auriol décide de l'implantation en Haute Garonne d'un centre national de télécommunications longues distances sous l'égide de l'administration des PTT. Il remplace le site de Sainte-Assise sur la commune de Seine-Port (Seine et Marne), centre radio détruit pour fait de guerre.

Saint Lys et Le Vernet sont les communes choisies pour installer ce dispositif unique en France qui dépendait de la

Direction Territoriale des Réseaux Extérieurs (DTRE). Sur Saint Lys est basée la partie réception et à vingt kilomètres au sud de Toulouse, pour éviter les perturbations de réception, le dispositif émission sur Le Vernet.

Pour recevoir le personnel nécessaire au fonctionnement du site et leur famille une cité pavillonnaire est construite à l'écart du village du Vernet, au beau milieu des champs et des d'antennes émettrices qui se dressent dans la campagne vernétoise. Elles se répartissent sur plusieurs centaines d'hectares. Terrains de sports, école, commerces de premières nécessité sont même implantés afin de faciliter la vie des résidents.

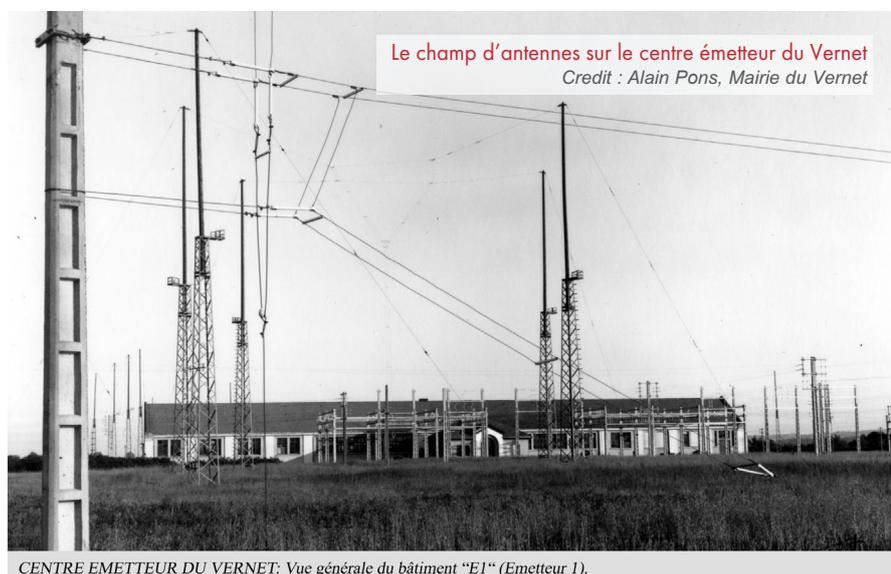
L'association ASPT, émanation du personnel des PTT, développe ses activités: tennis, randonnées, foot, photographie... Elle contribue activement à l'animation du village qui, jusqu'à l'installation du centre, est essentiellement rural.

Pendant 50 ans, ce service public des télécommunications permet à nombre de marins de parcourir toutes les mers du globe. Il sert également de base pour organiser les secours en cas de naufrage ou de catastrophe maritime. Il recueille aussi des informations météorologiques et diffuse de précieux bulletins à l'ensemble des navigateurs. Ce service public particulier n'a cessé de prouver son utilité et son efficacité. L'émission « Thalassa » sur FR3 diffuse régulièrement des informations et reportages sur les centres radio et le service Sauvegarde de la Vie Humaine (SVH). Ces services sont alors qualifiés « d'anges gardiens de la mer ». Cette célèbre émission animée par Georges Pernoud consacre un numéro spécial le 16 janvier 1998, date de la fermeture de l'activité décimétrique des deux sites.

Au long de toutes ces années, différents métiers s'activent sur le centre Radio du Vernet. Les recrutements s'effectuent au niveau national par concours, mais aussi localement en fonction des métiers recherchés. Trois bâtiments constituent le site. Le bâtiment « E1 » au bord de l'actuel lac des Gravières, « E2 » qui abrite aujourd'hui l'entreprise Paul Boyé (fabrique de vêtements de protection individuelle pour les ministères de la Défense, de l'Intérieur et de la Santé), et le bâtiment de la Direction situé entre les deux, au bord de la route de Lagardelle.

Au début des années 90, les PTT disparaissent pour être scindés en deux: La Poste et France Télécom devenu aujourd'hui Orange.

Dans le même temps la téléphonie mobile pointe son nez. France Télécom



CENTRE EMETTEUR DU VERNET: Vue générale du bâtiment "E1" (Emetteur 1).



En soutien au long mouvement de grève des personnels en 1994  
Crédit : archives CGT France Télécom

prend appui sur les compétences radios présentes sur le site du Vernet pour déployer le réseau mobile Itinérés, prédécesseur d'Orange, sur un triangle du grand Sud-ouest compris entre Carcassonne, Hendaye et Limoges.

Dès lors, l'entreprise fait le choix d'abandonner peu à peu l'activité radio pour privilégier l'activité mobile. Résultat, le nombre de salariés sur la branche radio ne cesse de décroître alors qu'il augmente régulièrement sur la partie mobile.

En 1994, le site du Vernet, emploie plus de 100 personnes. Il constitue le plus gros employeur de la commune. C'est cette année-là que la Direction nationale décide de quitter Le Vernet et de muter tous les salariés de la partie téléphonie mobile vers le site de Blagnac.

Pour lutter contre c'est abandon, les salariés se regroupèrent en intersyndicale (CGT, FO, CFDT, SUD).

A chaque négociation avec la direction participent également deux salariés non syndiqués. Dès le 2 novembre, une vingtaine de salariés se mobilisent pour une première action sur le central téléphonique d'Aucamville. Le lendemain, le personnel manifeste majoritairement son mécontentement devant l'entrée

du centre du Vernet. Ils empêchent les membres de la direction d'accéder au site. S'engage alors un dur et long combat avec occupation du centre 24 heures sur 24. Il se prolonge jusqu'au 16 décembre 1994. Soit 44 jours d'affilés! Les personnels se mobilisent, non contre le progrès technique qu'est la téléphonie mobile, mais contre l'aberration de la fermeture du site.

De cette expérience forte de lutte un lien étroit se tisse entre grévistes, habitants du Vernet et ceux des communes avoisinantes.

La durée du conflit et la détermination des personnels et des organisations syndicales constituent des armes efficaces contre les mauvais coups des directions. N'ayant pu gagner le maintien dans le village, les grévistes obtiennent la garantie qu'un site d'accueil soit situé au plus près du Vernet. C'est ainsi qu'existe toujours aujourd'hui le bâtiment France Télécom sur Portet-sur-Garonne. Il est le fruit de cette longue grève. Cependant, il n'en demeure pas moins qu'il aurait été plus judicieux d'utiliser le site existant du Vernet.

Dans un premier temps, la direction maintient une vingtaine de salariés sur

le site jusqu'à la cessation définitive d'activité. En 1997, les derniers salariés de la partie mobile quittent Le Vernet pour Portet-sur-Garonne. Une dizaine de personnes restent sur place pour accompagner sa fermeture définitive en janvier 1998. Les derniers salariés sont reclassés au cas par cas. Le site réception de Saint-Lys qui occupa jusqu'à 130 personnes ferme au même moment.

Les champs d'antennes sont aujourd'hui démantelés. Ici et là, reste quelques vestiges, des blocs de béton qui rappellent aux anciens ce que fut le centre. Si l'activité a disparu, la cité pavillonnaire au charme désuet est toujours là. La salle des fêtes et l'ancienne école abritent la crèche des P'titous. Les maisons, souvent réaménagées, ont été vendues à des particuliers, voire à des anciens employés. Le stade récupéré par la commune n'existe plus et des logements ont été construits en lieu et place.

Le centre de télécommunication a marqué l'histoire du Vernet. Il s'inscrit ainsi, par son activité d'informations maritimes et le secours en mer, dans le récit national.

**Didier De Suza, Armand Cassé**

## → Les mauvais coups contre une épopée industrielle et sociale

Alors que le bras de fer est engagé entre les salariés de la fonderie et les actionnaires de l'entreprise pour la poursuite de l'activité industrielle et la sauvegarde de l'emploi, il est utile de rappeler quelques repères sur l'histoire de cette entreprise emblématique du bassin de Decazeville. Les extraits ci-dessous sont recueillis dans l'ouvrage fort bien documenté de Roger Lajoie-Mazenc « Temps de révolte »<sup>1</sup>.

### En 1958 :

M. Maurer transporte à Viviez deux ou trois machines de son atelier de Courbevoie. Une incursion expérimentale qui l'incite à une décentralisation complète en 1963.

### 1970

Après sa mise en liquidation, les établissements Cochet reprennent l'entreprise « Métal Injecté » et s'installent sur la zone industrielle des Prades, à Viviez.

### 1973

L'usine est vendue à SEV-Marchal qui crée la Société Aveyronnaise de Métallurgie, la SAM, fonderie sous pression d'alliages légers.

### Janvier 1980

Le drapeau américain flotte sur la SAM qui fournit la colonne de direction standardisée pour tous les modèles Ford. Des périodes de chômage se succèdent et le recours à l'intérim se développe. Sa qualité de sous-traitante la met dépendante d'un contexte qu'elle ne contrôle pas.

### Août 1984 :

La SAM est vendue par Valeo à une holding pour fonder le Groupe Arche.

### En juillet 1990

Un conflit éclate sur des conditions de travail et des relations internes dégradées.

### Début 1993

À l'issue de trois audits, la SAM décroche trois « classements A » auprès de ses principaux clients : Renault, SWF et Valeo. Mais avec l'effondrement du marché de l'automobile, les effectifs fluctuent et sont revus à la baisse.

### En 1998

Patrick Bellity, nouveau PdG du Groupe Arche, accélère l'internationalisation. L'entreprise devenue Sam Technologies devient « la vache à lait » en finançant sur son compte l'achat d'entreprises...

### En 2013 et 2014 :

Lors du 40<sup>e</sup> anniversaire de la SAM (460 salariés), Patrick Bellity exprime crânement sa confiance en l'avenir. Or, voilà que tombe, en 2014, cet aveu : « Il n'y a pas de projet actuellement sur SAM car nous ne sommes plus compétitifs ». Ça sent le roussi. David Gistau, ancien responsable du syndicat CGT de la SAM, devenu aujourd'hui secrétaire de l'UD CGT de l'Aveyron accuse : « Comme il y avait des pertes d'argent, il y a eu la volonté de piller le compte en banque de la SAM et de

supprimer des postes au bureau d'études. D'où un conflit prélude à d'autres, majeurs ».

### En 2016

Ca ne traîne pas. La SAM est placée en procédure de sauvegarde, la gestion du groupe contestée, et le départ de Bellity demandé par la CGT et les salariés. Ils se disent méprisés, « leur entreprise ayant été pillée ». « Renault doit se positionner clairement », insistent-ils.

### En décembre 2017

Est validée l'offre de reprise par un producteur chinois d'aluminium. Sam technologies devient Jinjiang Sam.

### Septembre 2019

L'usine, en proie à des difficultés financières, est placée en redressement judiciaire. Jinjiang invoque une baisse de commandes de 30 % de son donneur d'ordres, le constructeur Renault. Une grève générale est déclenchée par les salariés à l'annonce d'un plan social prévoyant le licenciement de 200 à 250 d'entre eux sur 385.

### 26 novembre 2021

Le tribunal de Commerce de Toulouse prononce la liquidation judiciaire et la cessation d'activités. Les salariés occupent l'usine.

<sup>1</sup> - Pour se procurer « Temps de révolte », écrire et envoyer un chèque (21 € plus 8 € si envoi postal) à Roger Lajoie-Mazenc  
Chemin des Coulons 12300 Firmy.

## → Compte-rendu de la journée du 3 décembre Pas d'avenir sans services publics

**Le débat sur les services publics, au cœur des 6<sup>e</sup> Rencontres Travail et Cinéma, a montré qu'ils vont à l'encontre des intérêts du capital, alors qu'ils sont indispensables aux populations.**

Les 6<sup>e</sup> Rencontres régionales Travail et Cinéma, le 3 décembre 2021 à Toulouse, avaient pour thème « Les services publics, un bien commun qui vient de loin ».

*« Ce rendez-vous social et culturel est utile pour mieux intervenir dans le monde du travail »,*

estime en introduction Alain Raynal, président de l'Institut régional CGT d'histoire sociale (Irhs).

*« La crise du covid a montré qu'on a besoin des services publics »,* rappelle Natacha Pommet, lors du débat de l'après-midi. Pour la secrétaire générale de la fédération CGT des services publics, la solution n'est pas le recours à un camping-car qui sillonnerait les territoires, comme dans le film *Les Filles du bus* (voir ci-contre) : les deux fonctionnaires à bord de ce véhicule *« remplissent un manque mais rendent*

*un service dégradé car on leur demande d'être ultra polyvalentes ».*

Précision de Claire Laborey, réalisatrice du film :

*les deux jeunes femmes ont dû attendre deux ans avant d'être titularisées dans la fonction publique. Une précarisation de l'emploi qui n'est pas le gage d'un service public de qualité.*

Selon Gérald Verrier, retraité de la métallurgie :

*« si on veut de la cohérence sur un territoire, il faut de l'industrie et des services publics ».*

Pour avoir fréquenté les ministères, Claire Laborey témoigne que dans ces lieux de pouvoir, bien au contraire :

*« on accepte la notion de territoire sacrifié ».*

Ainsi, dans la vallée de la Thiérache, comme dans le film, ou dans le bassin de Decazeville, au cœur de l'actualité sociale, le pouvoir politique ne voit

aucun problème à la disparition de l'industrie et des services publics.

*« Nous avons un Etat au service exclusif du capital »,*

s'écrit Jean-François Tortajada, de l'union départementale CGT de la Haute-Garonne. Pour le syndicaliste,

*« les services publics sont un îlot de communisme dans le capitalisme ».*

Et si les bureaux de poste ou les hôpitaux disparaissent,

*« c'est dans le but d'élargir le champ des profits pour le capital ».*

Le débat s'achève par une note d'espoir apportée par Florence Delzons, travailleuse sociale au conseil départemental de l'Aveyron. Elle constate, en substance, que ses collègues passent de la désespérance à la colère :

*« La lutte peut se construire en étant proche des gens. »*

Pour tous les participants, il n'y a pas d'avenir sans les services publics.

### En Picardie, des services publics low cost

Le film de Claire Laborey, *Les Filles du bus*, illustre la thématique des services publics, retenue pour ces 6<sup>e</sup> Rencontres. La caméra de la documentariste a pris place dans le véhicule d'Angélique et Emilie, un camping-car avec une partie aménagée pour recevoir le public. Les deux jeunes femmes sillonnent la vallée de la Thiérache, en Picardie, une région où l'économie est sinistrée, où beaucoup de services publics ont été supprimés.

De gauche à droite, Natacha Pommet et Claire Laborey lors de la table-ronde sur les services publics  
Crédit : archives IRHS CGT



## Suite →

La mission des deux fonctionnaires, précisément, est d'apporter les services publics là où il n'y en a plus. Ce véhicule, c'est tout à la fois Pôle Emploi, l'Assurance maladie, la préfecture, les Impôts ou la Mutualité sociale agricole. De village en village, Angélique et Emilie aident les habitants à accomplir des formalités administratives pour demander, pêle-mêle, une carte grise ou un congé de solidarité familiale lorsque le conjoint est gravement malade. Au-delà de leur fonction, elles prennent le temps d'écouter une population en souffrance, vivant sur un territoire qui semble déconsidéré par les pouvoirs publics.

« Absorber les craintes et les peurs des usagers, ce n'est pas évident », avoue l'une des deux femmes.

Malgré tout leur dévouement, tout leur enthousiasme, Angélique et Emilie sont trop polyvalentes, trop généralistes pour apporter une réponse précise à chaque problème. Comment être à la fois spécialiste des déclarations de revenus, des indemnités du chômage et des retraites agricoles ? Ce service public itinérant, c'est un ersatz. Il s'apparente à du « mieux que rien », maintient du lien social, mais ne peut totalement remplacer l'agence Pôle Emploi ou la trésorerie générale rayées de la carte. Pire, le passage de ce camping-car pourrait servir de prétexte à la suppression des rares services publics encore existants. Ce fonctionnement tend à se propager puisque, après la vallée de la Thiérache, dans l'Aisne, le Gers et d'autres départements veulent l'adopter. Les populations des territoires ruraux ou désindustrialisés n'auraient-elles droit qu'à des services publics low cost ?

### Trois regards sur une fonderie

C'est une expérience sur le long terme : à trois époques différentes l'Ecole nationale supérieure d'audiovisuel (Ensav) a demandé à des étudiants de filmer le travail aux fonderies Dechaumont à Muret (Haute-Garonne). Le premier court métrage a été tourné en 1987, le deuxième en 2006 et le troisième en 2021. Un tiers de siècle s'est écoulé entre le début et la fin de l'expérience. Ces travaux d'étudiants ont été présentés lors des dernières Rencontres Travail et Cinéma, en suivant l'ordre chronologique.

En 1987 on voit les ouvriers fondeurs produire des plaques d'égout ou des adductions d'eau. Alors qu'ils manipulent du métal en fusion, dans le bruit et les vapeurs, ils ne portent ni gants ni masque. En 2006 la protection des ouvriers s'améliore et des masques, lunettes et bouchons pour les oreilles font leur apparition. Mais le travail reste très pénible et on voit l'un des salariés, dans la fournaise, s'essuyer le front. Autre changement : la production est beaucoup plus automatisée.

En 2021 la parole est donnée plus largement aux ouvriers dans le film Fusion (réalisé par Tristan Houlemare, Thomas Uzan et Antoine Trichet).

« C'est un travail très difficile, physique, il faut soulever des pièces », explique l'un d'eux. Ceux qui travaillent ici depuis longtemps ont la voix éraillée pour avoir inhalé des poussières de métaux.

« C'est dur mais on s'y fait », ajoute un autre. On voit tout de même

son camarade soupirer sous l'effet de la fatigue.

Aux fonderies Dechaumont beaucoup de ces ouvriers -mais pas tous- soulignent l'esprit de solidarité qui les rassemble :

« On s'entend très bien » ;

« Un esprit d'équipe » ;

« L'ambiance, ça me donne envie de travailler ».

Mais tous éprouvent une fierté de produire ces pièces métalliques indispensables à la voirie :

« On commence avec du sable et on finit avec du métal. »

### Au Japon, luttes radicales et tradition

En conclusion des Rencontres Travail et Cinéma, le film du documentariste Yann Le Masson, Kashima Paradise, a constitué une plongée dans la société japonaise, si étrange pour les Occidentaux. Ce long métrage, issu des collections de la Cinémathèque de Toulouse, a été tourné entre 1971 et 1973. Yann Le Masson montre un Japon où modernité et tradition, loin de s'opposer, semblent se renforcer mutuellement. Un Japon où coexistent une grande conformité à l'ordre social et une contestation radicale. Le projet controversé d'aéroport international à Narita se situe au cœur de ces contradictions, avec de véritables batailles rangées, d'une rare violence, entre policiers et opposants.

Bruno Vincens

## → De l'usine à l'espace culturel et citoyen : un JOB de 20 ans

La plupart des fermetures d'usines laissent la place à des friches industrielles images d'abandon, de tristesse et de misère. Quelques lieux de mémoires y ont parfois été implantés (musées, stèles...). A Toulouse, quartier des 7 Deniers, la fermeture de l'usine JOB n'a pas eu la même issue. 20 ans après l'arrêt de l'activité industrielle et 10 ans après le lancement de nouvelles activités sur ce même lieu, ce double anniversaire a été fêté du 1<sup>er</sup> au 3 octobre 2021. Lors de son intervention Bernard Margras retrace ces grands moments de luttes.

Extraits

[...] Cet événement emblématique est suffisamment important pour que nous soyons rassemblés ici sur la place pour fêter la lutte exceptionnelle de tous, salariés de JOB, habitants des 7 deniers et d'une grande majorité de la population Toulousaine.

Rappelons brièvement l'histoire de cette épopée. Le 15 avril 2001, l'usine JOB des 7 deniers fermait définitivement, c'était la Rolls du papier d'impression. Soyons clairs, l'usine a été volontairement pillée et détruite par malversation. Le montage du système d'escroquerie qui a été choisi par le Financier Vincent Bolloré a consisté à vendre en secret à l'industriel papetier allemand Scheffelen: la marque Job, avec le secret de fabrication... Ils voulaient surtout se débarrasser du personnel salarié toulousain pour une délocalisation sans turbulences en Allemagne

La vigilance de tout le personnel avec son syndicat CGT et le comité d'entreprise, la lutte engagée permet de révéler aux yeux de tous, la machination. Les

tribunaux ont condamné l'escroquerie morale et financière de ces prédateurs. Un espace de 6 hectares constructibles libérés était aussi une bonne opportunité alimentant la spéculation immobilière, les appétits de profits.

La perte de nos industries est au cœur du marasme économique français: Externalisation de l'industrie, perte du savoir faire... L'industrie papetière française est en quasi disparition, les éditeurs sont en pénurie de papier d'impression.

Heureusement, se sont engagés à cette époque des luttes indispensables, une demande de classement du bâtiment principal de l'usine pour sa valeur architecturale, travail de mémoire, coopération avec les associations de quartier...

Aujourd'hui, ce bâtiment emblématique est transformé en lieu de vie démocratique grâce au collectif JOB. Il signifie que, malgré de tels gâchis, l'engagement de chacun peut permettre l'espoir pour l'avenir.

**Bernard Margras**



Lors d'une manifestation en 1995 des salarié(e)s de JOB.

Crédit : archives Comité régional CGT

## Le nouveau Conseil d'administration de l'IRHS

Membres élus lors de l'assemblée générale du 12 octobre 2021 à Toulouse.

AMBROSINI Jean-Luc

..... Hautes-Pyrénées

BASCOU Richard

..... Haute-Garonne

BEAUDOIN Boris

..... Haute-Garonne\*

BIARD Maurice .. Haute-Garonne

BOSCUS Alain

..... Université Toulouse

CALVANUS Roselyne..... Tarn\*

CASSE Armand

..... Haute-Garonne

DELZONS Florence..... Aveyron\*

LECLERC Philippe ..... Ariège

MARGRAS Bernard

..... Haute-Garonne

PASTRE Lionel

..... Comité régional CGT

RANSAN Frédéric ..... Gers

RAYNAL Alain ... Tarn-et-Garonne

RENAULT Danielle ..... Gers

ROUYER Patrick ..... Lot\*

SALTAREL Jean .. Haute-Garonne

VEIRIER Gérald .. Haute-Garonne\*

ZULLO Christian..... Tarn

(\*) Nouvellement élu(e)s. Le Bureau régional est constitué des membres dont les noms sont soulignés

## → Les IDHS et l'IRHS CGT travaillent en réseau

Les Journées nationales d'étude des instituts se sont déroulées du 18 au 21 octobre 2021 à Kaysersberg. Quatre instituts de Midi-Pyrénées étaient représentés. Des thèmes et des projets 2022 pour un travail en réseau de la centaine d'IHS au plan national.

Parmi les thèmes que nous devons travailler dans l'année 2022, il y a la célébration du 60<sup>e</sup> anniversaire des accords d'Evian.

### La guerre d'Algérie.

Sous quel angle aborder cette question dans un champ syndical. Il y a les positions prises par la CGT contre la politique colonialiste, celles adoptées durant le conflit algérien et puis il y a l'après-guerre avec le retour des appelés du contingent, celui des salariés français rapatriés, celui des travailleurs algériens et notamment des harkis qui ont dû venir en France, et enfin les liens qui se sont noués avec les syndicats algériens.

Le mouvement syndical n'a pas eu de rôle direct dans les négociations qui ont abouti aux accords d'Evian. Par contre, un sujet n'a pas été souvent abordé, celui des « retours de guerre » pour reprendre la formule utilisée par Michel Pigenet. Ce qu'il faut entendre par là, c'est quel accueil fut fait par la CGT à celles et ceux qui furent rapatriés d'Algérie. Il y a les jeunes appelés du contingent dont une grande partie fut victime de traumatismes profonds et qui ont dû retrouver une vie sociale et le chemin du travail. Il y a les salariés français des administrations ou des entreprises publiques ou privées qui étaient installés en Algérie souvent

depuis de longues années. Ils furent souvent accueillis de mauvaise manière sur le territoire métropolitain.

Comment les choses se sont-elles passées dans le monde du travail ? Des travaux de recherches archivistiques sur cette question précise peuvent être lancés afin d'étudier dans les professions et territoires comment cet accueil des rapatriés d'Algérie a été traité dans les différentes organisations de la CGT.

### La lutte contre l'extrême droite.

Le deuxième thème abordé est celui de la lutte contre les idées d'extrême droite. Il doit faire l'objet d'un travail continu de nos instituts et pas seulement à l'approche des échéances électorales. Ce combat doit être permanent si nous souhaitons avoir une action efficace. La période actuelle est particulièrement préoccupante et aucun(e) d'entre nous ne peut être insensible à cet environnement où toutes les vannes de la médiatisation sont ouvertes autour d'un personnage à la fois très nocif et malgré tout populaire si l'on se réfère aux sondages d'opinion. Cette question importante doit être abordée notamment pour aider les syndicats en difficulté sur ce thème.

### Les 40 ans de l'IHS national.

Pour cette année anniversaire de la création de l'IHS national, une exposition mettant notamment en valeur le travail des IHS territoriaux et professionnels sera organisée au printemps 2022. Elle sera également présentée lors du 53<sup>e</sup> congrès confédéral. L'IHS national

a déjà fait parvenir aux IDHS deux communications pour que les instituts se lancent dans cette initiative avec le même fil conducteur.

### Les 120 ans du congrès de Montpellier.

Celui-ci a fait de la CGT une confédération en reconnaissant la place des unions départementales et des fédérations. Une initiative nationale de l'IHS sera co-organisée avec l'UD de l'Hérault en septembre 2022. Les IDHS de la région Occitanie y seront conviés.

### L'archivage numérique.

L'IHS a présenté la stratégie d'archivage numérique confédérale. Il s'agit bien de l'archivage de documents numériques, ceux produits depuis l'arrivée des ordinateurs dans tous les syndicats, sans oublier courriels, SMS... Ce plan de travail commencera en 2022 et se poursuivra avec l'ensemble des organisations de la CGT.

Il va nous falloir nous réorganiser et surtout nous renforcer pour affronter les tâches qui nous attendent. C'est sans doute dans l'initiative concernant les archives numériques que nous allons avoir l'opportunité de contacter des militants actifs qui seront en charge de sauvegarder les documents numériques et les autres, au niveau de leur syndicat, de leur UL. Ce sera avec ces nouveaux Passeurs de notre histoire que nous parviendrons à réaliser tous nos projets tout en nous renforçant.

Philippe Leclerc

## Nos agences en Midi-Pyrénées

### Albi

105, bd Soult 81000 Albi  
Tél. 05 63 49 17 37

### Auch

21, avenue d'Alsace 32000 Auch  
Tél. 05 62 62 38 46

### Bagnères-de-Bigorre

rue Blanche-Odin  
65200 Bagnères-de-Bigorre  
Tél. 05 62 95 48 98

### Castres

21, place Soult  
81100 Castres  
Tél. 05 63 35 70 27

### Colomiers

10, passage du Ségala  
31770 Colomiers  
Tél. 05 34 55 30 45

### Pamiers

21, rue de la République 09100 Pamiers  
Tél. 05 61 68 77 67

### Tarbes

8, avenue de la Marne 65000 Tarbes  
Tél. 05 62 93 52 33

### Toulouse

Pont des Minimes (métro : canal du Midi)  
Siège Social - 70, bd Matabiau BP 7051  
31069 Toulouse Cedex 7  
Tél. 05 62 73 33 40

Centre-ville (métro : Jeanne d'Arc)  
56-58, rue Matabiau - 31000 Toulouse  
Tél. 05 34 66 60 20

# JE CHOISIS UNE

# VRAIE MUTUELLE

0 actionnaire  
0 dividende  
100% solidaire

Santé

Retraite

Prévoyance



Scannez-moi  
avec le lecteur de codes 2D  
de votre téléphone

[www.mutami.fr](http://www.mutami.fr)

**mutami**  
Le lien solidaire

Mutami est une mutuelle relevant du Livre II du Code de la mutualité. N° Siren 776950677.



## Toujours mieux vous protéger...



N°Cristal 0 969 36 80 80

APPEL NON SURTAXE

**mutaero**  
Vous respirez la santé

[www.mutaero.net](http://www.mutaero.net)





## LA RÉGION SOUTIENT L'ÉCONOMIE DU CINÉMA ET DE L'AUDIOVISUEL

L'Occitanie se place désormais dans le trio de tête des régions qui attirent le plus grand nombre de jours de tournage et bénéficie ainsi d'importantes retombées économiques sur l'ensemble du territoire.

En consacrant 4,75 M€ à la création audiovisuelle, la Région contribue au développement et à l'attractivité du territoire régional et favorise l'emploi de techniciens et comédiens locaux.



[laregion.fr](http://laregion.fr)

**C'EST EN NOUS, C'EST ICI  
OCCITANIE**

**SOLIDAIRE**

